

TUNISIE

YADH BEN ACHOUR,

président de la Haute Instance de
réalisation des objectifs de la révolution,
de la réforme politique et
de la transition démocratique

«L'intégrité morale d'un chef d'Etat

I - Itinéraire individuel :

Mohamed Chafik Mesbah :

Commençons notre entretien, si vous le voulez bien, par la fin. Dans l'une de vos déclarations publiques, vous avez déclaré, je cite : «J'ai toujours prié Dieu pour qu'il me prête vie jusqu'au départ de ce tyran» non sans préciser que «ce vœu était exaucé». Alors que l'ancien président Ben Ali a été chassé, précisément, du pouvoir et que vous-même présidez la Haute Instance des réformes politiques, considérez-vous que c'est là le couronnement de votre vie ?

Yadh Ben Achour : Pour avoir une vie agréable, il ne faut surtout pas se faire d'illusions de ce type. Le couronnement d'une vie, pour nous tous, c'est toujours la mort. Les désagréments que nous subissons souvent dans le courant de notre existence sont souvent dus à l'oubli de ce fait primordial. La vie est un tapis roulant. Laissez ce tapis se dérouler, sans chercher à vous substituer au mouvement qui l'anime. Vous n'y arriveriez pas. Mais sachez surtout que vous finirez par tomber. Le malheur d'un homme comme Ben Ali, c'est d'avoir oublié qu'il était mortel. Il s'est comporté, ainsi que son entourage, comme si la mort n'existait pas. Cette frénésie d'accumulation de pouvoir et de richesse ne s'explique pas

Bio-express

Le professeur Yadh Ben Achour est né le 1^{er} juin 1945 à la Marsa, en Tunisie. Il naît au milieu d'une famille de la haute bourgeoisie tunisienne pètrie de culture, d'humanisme et de piété.

Son père Mohamed Fadhel Ben Achour, grande figure intellectuelle et religieuse en Tunisie, a occupé successivement les fonctions de doyen de la faculté de la chari'a et de théologie, l'ancienne université de la Zitouna et mufti de la République jusqu'à sa mort.

Ces attaches familiales expliquent l'attrait de Yadh Ben Achour pour les études. Après avoir suivi les cycles primaire et secondaire à Tunis, il s'inscrit, pour les études supérieures, à l'université de Paris où, tour à tour, il obtient la maîtrise de droit (1968), le diplôme d'études supérieures de droit public (1969), le diplôme d'études supérieures de sciences politiques (1969) et le doctorat d'Etat en droit (janvier 1974). Il est major du concours d'agrégation en décembre 1974.

Dans l'intervalle, il entame une brillante carrière universitaire à Tunis où il accède, successivement, aux grades d'assistant, de maître-assistant, de maître de conférences, puis de professeur agrégé.

Le professeur Yadh Ben Achour a occupé, également, les fonctions universitaires les plus prestigieuses celles, notamment, de directeur du Centre d'études, de recherche et de publications de la faculté de droit et de sciences politiques de Tunis (1980-1987) puis de doyen de la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis (1993-1999).

Le Professeur Yadh Ben Achour a eu, également, une intense activité internationale. Il a été, successivement, membre de la Commission arabe de droit international (1982-1984), membre du conseil d'administration de l'université Sédar-Senghor du Caire (1989), conseiller juridique de la Minurso (1991-1992), membre de l'Institut de droit international, juge, puis président au tribunal administratif de la Banque africaine de développement (2005) et membre du Comité d'experts chargé de l'élaboration du rapport sur le développement humain dans le monde arabe élaboré par le Pnud (2007). Le Professeur Yadh Ben Achour a exercé, par ailleurs, en qualité de professeur associé à l'université Laurentienne en Ontario, au Canada (2005-2008).

Le Professeur Yadh Ben Achour n'a pas été en reste dans la participation à la construction de la Tunisie moderne. Il a été membre du Conseil économique et social (1987-1988) choisi par le président défunt Habib Bourguiba, puis membre du Conseil constitutionnel (1991-1992) où il a été désigné par le président déchu Zine El-Abidine Ben Ali. Il démissionne, non sans fracas, du Conseil constitutionnel lorsque le président déchu a voulu imposer une loi sur les associations destinée à étouffer, légalement, la Ligue tunisienne des droits de l'homme. La lettre de démission qu'il adresse à l'ancien président tunisien lui vaut, quasiment, d'être exilé à l'intérieur de son pays. Auteur prolifique, maîtrisant parfaitement la culture arabe et française, le Professeur Yadh Ben Achour a publié pas moins de douze ouvrages de fond et quatre-vingt-trois articles académiques. Président ou membre de nombreux jury de thèses de doctorat, il a acquis un statut académique qui en fait une référence en matière de droit et de théories politiques. L'intérêt de son abondante production intellectuelle porte, en particulier, sur les thèmes qu'il aborde, notamment les rapports de l'islam à la pratique politique. Signalons, dans ce contexte les deux ouvrages qu'il a publié : *Aux fondements de l'orthodoxie sunnite* (PUF, Paris, 2008) et *La deuxième Fatiha, l'islam et la pensée des droits de l'homme* (PUF, Paris, 2011). C'est, pourrions-nous dire, tout naturellement, qu'il a été choisi, en janvier 2011, pour présider la Commission nationale des réformes politiques qui se transforme, dans la même année en «Haute Instance de réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique».



autrement. Vivre le départ du tyran constitue un événement heureux de mon existence, comme citoyen autant que juriste.

La présidence de la Haute Instance, je ne l'ai pas cherchée. Elle se trouvait sur le tapis roulant. Je l'ai prise sans savoir avec précision ce que j'étais en train de faire, ni où cela me conduirait. Aujourd'hui, je peux affirmer que c'est une œuvre passionnante, exaltante même. Dire que c'est un couronnement, c'est nier ma propre philosophie de la vie.

L'évocation des Ben Achour suscite respect et considération sur toute l'étendue du Maghreb. Une famille où prospère le souffle intellectuel avec une rigueur morale unanimement saluée. Quel pourrait avoir été l'impact de ce milieu familial sur votre parcours personnel ?

Laissez-moi, tout d'abord, vous dire que la bonne réputation d'une famille se gagne par l'éducation. Pour cela, il est nécessaire que des principes d'éducation soient pratiqués au fil des générations. Le principe le plus fondamental que j'ai reçu de ma famille et que j'ai inculqué à mon tour à mes propres enfants consiste à ne jamais laisser s'installer dans l'esprit d'un jeune enfant qu'il appartient à une élite sociale quelconque. Sur ce plan, mon père était, véritablement, l'exemple même de la modestie et de l'égalitarisme. Le reste dépend de l'intelligence de chaque individu. Nous savons que cette dernière, par nature, est, inégalement, répartie. Il faut donner à cette intelligence le maximum de chances de se développer davantage. Cela se fait par la culture. Je peux dire que le milieu familial dans lequel j'ai vécu, ses hommes et ses femmes, m'a appris la passion des livres, l'amour du débat, en toute chose, y compris les plus futiles d'entre elles, la recherche des idées neuves et le sens de l'humour. La famille de mon enfance a été un véritable régime d'assemblée. Mon ascendance appartient au milieu zeïtounien, du côté paternel, comme du côté maternel. C'est dire que nous étions extrêmement attachés au respect des préceptes religieux, quelle que soit leur nature. Pendant le Ramadan, par exemple, la maison se transformait en un véritable lieu de culte. Parmi les marques familiales distinctives, nous commémorions, collectivement, la bataille de Badr, au cours d'une cérémonie d'une extrême intensité émotionnelle. Mais, dans ce climat, la liberté de parole et l'autonomie personnelle faisaient l'objet d'un même culte. C'est là, dans ce milieu très religieux, que j'ai appris que la première religion de l'homme est sa liberté. Evidemment, ce principe de base ne peut être ni admis ni compris par les esprits étroits. L'idée d'un homme «ami de Dieu» et non «esclave de Dieu», je ne l'ai d'ailleurs pas inventée. Je l'ai reprise à mon père qui surnommait l'un de ses disciples et amis, quasiment son fils, le cheikh Habib Belkhodja, «Habib arrahmân». «Il ne faut jamais avoir peur de Dieu, mais toujours l'espérer» : voilà ce que j'ai appris dans ma famille.

Comment expliquer cette propension des Benachour à choisir les études juridiques en s'y vouant passionnément ? Vous-même y avez consacré toute votre carrière académique avec, il est vrai, des incursions remarquées sur la sociologie et la science politique. C'est plus un héritage ou une vocation ?

Le «âlim» qui a en quelque sorte constitué mon modèle de référence n'est pas limité aux études juridiques. Il s'agit à la fois d'un théologien, d'un spécialiste du langage, d'un juriste, d'un historien, d'un exégète et, à ses heures, d'un philosophe ou d'un mystique. La formation universitaire moderne que j'ai suivie n'a rien à voir avec ce type de formation traditionnelle.

La spécialisation y est bien plus poussée. Cependant, j'ai gardé de mon milieu familial le sens des «humanités». Ma formation de juriste n'a jamais été un obstacle à cette soif de curiosité pour une culture plus vaste. D'où mes incursions constantes dans certains champs du savoir qui ne font pas partie de ma spécialité.

C'est sur la base du prestige familial ou de votre expertise scientifique que l'ancien président Ben Ali vous a choisi pour être membre du Conseil constitutionnel et, avant lui, le président Habib Bourguiba pour être membre du Conseil économique et social ?

Sur ce terrain, je ne crois pas que le prestige familial ait eu un poids quelconque. Je n'ai jamais su exactement, du temps de Bourguiba, comment je suis entré au Conseil économique et social, dont je n'ai jamais été le président contrairement à ce que prétendent certains. Je n'ai, non plus, d'ailleurs jamais su comment j'en suis sorti.

Mais cela m'a permis de participer, sous la présidence de si Mohamed Ennaceur, à des débats et des projets de réformes très intéressants, en particulier ceux relatifs au système éducatif. Quant au Conseil constitutionnel, dans lequel je suis entré en 1988, et duquel j'ai démissionné en 1992, il faut dire que, par mes centres d'intérêt, mes cours et mes recherches, je faisais partie naturellement du lot des «élégibles». J'y suis entré à un moment où on ne se doutait pas encore de ce qui adviendrait par la suite. Je ne suis pas partisan de l'intellectuel isolé dans sa tour d'ivoire. On peut se rendre utile en mettant son expérience et ses connaissances au service du bien commun. Les rouages de l'Etat en font partie.

Certains détracteurs ne manquent pas, à cet égard, de vous reprocher de vous être accommodé des turpitudes de la dictature sous l'ancien président Ben Ali. Considérez-vous que votre démission du Conseil constitutionnel, accompagnée d'une lettre irrévérencieuse dit-on pour l'ancien chef de l'Etat, a apuré ce passif ? Dans quelles conditions avez-vous été amené à démissionner ? Quelles incidences sur votre vie d'après la démission ?

Quand me suis-je accommodé de ce que vous appelez les turpitudes de la dictature ? Entre 1987 et 1992, le régime de Ben Ali n'était pas encore apparu sous son véritable jour. Il était venu en principe mettre un terme aux dérives catastrophiques du président Bourguiba. Le coup d'Etat de novembre 1987 a été accueilli avec allégresse par l'ensemble du peuple tunisien. Au cours de ses premières années, tout le peuple tunisien avait cru au «changement», *attaghyir*. C'était l'époque de la déclaration du 7 novembre, de la proclamation du «Pacte national», de la révision constitutionnelle de 1988, de l'institution du Conseil constitutionnel et de la consolidation apparente des grandes libertés publiques.

Ce qui s'est passé en 1992, l'année où j'ai démissionné du Conseil constitutionnel, c'est que celui-ci a eu à examiner un projet de loi sur les associations. Ce projet, en fait, était destiné à provoquer la mort de la Ligue tunisienne des droits de l'homme. Nous avons âprement discuté mon collègue Abdelfattah Amor et moi-même la constitutionnalité de cette loi scélérate. Un certain nombre de nos collègues étaient d'accord avec notre analyse sur l'inconstitutionnalité manifeste de cette loi. Mais, au moment de la décision, nous nous sommes retrouvés, totalement, isolés. Dans la lettre que j'ai envoyée au président de la République, je lui avais signifié que cette loi était non seulement inconstitutionnelle, mais qu'elle contrevenait à la «conscience juridique».

En vous référant à la notion de l'«intellectuel organique», si chère à Antonio Gramsci, ou à celle de l'«éthique de la conviction» mise en relief par Max Weber, par distinction à l'«éthique de la responsabilité», pensez-vous que les intellectuels arabes, maghrébins en particulier, ont failli à leur devoir vis-à-vis de leurs peuples ?

Des intellectuels, hélas nombreux, l'ont fait. Ce sont ceux que j'ai appelés dans «Politique, religion et droit dans le monde arabe», les «intellectuels administratifs». Les juristes sont des modèles du genre. Avec quelques autres collègues, nous les avons combattus, dans des confrontations parfois extrêmement pénibles. Mais il serait erroné de généraliser ce jugement.

II- La Tunisie sous Ben Ali, état des lieux :

Lorsque l'ancien président Ben Ali avait pris la succession du président Bourguiba, il avait — avec le pacte national, notamment — manifesté de bonnes dispositions pour favoriser l'ancrage démocratique de la Tunisie. Comment expliquer sa volte-face ? Ce revirement était-il dans la nature du système dont il a hérité ? Résulte-t-il, plutôt, d'une part déterminante de volontarisme individuel ?

Il ne s'agit pas d'une volte-face. Je pense que Ben Ali était animé aux premiers temps de sa prise du pouvoir par de bonnes intentions. Il a certainement cru à sa mission rénovatrice. Il était entouré d'hommes politiques expérimentés et intelligents. Mais, après les incertitudes des premiers temps, son installation définitive au pouvoir a laissé à l'homme «réel» tout le loisir de s'épancher et de se développer. L'homme «réel» n'a aucune élévation d'esprit, ni culture véritable. Il dispose d'une malice «flicardière» — excusez le terme — de bas étage qui ne convient pas à un chef d'Etat. Les meilleurs de l'équipe qui a pris le pouvoir se sont retirés. N'ayant plus aucun contre-pouvoir en face de lui, Ben Ali a alors plongé, avec une véritable ivresse et une irresponsabilité totale, dans la jouissance du pouvoir absolu. Sa deuxième femme et son entourage n'ont fait qu'aggraver cet instinct irréprensible de jouissance.

Il serait difficile de nier les aspects positifs de l'héritage laissé par le président Bourguiba dont le souvenir, au demeurant, semble être évoqué avec respect en Tunisie. Si vous deviez dresser le bilan de la gouvernance sous l'ancien président Ben Ali, vous considéreriez que l'héritage du président Bourguiba a été, plutôt, fructifié ou, plutôt, dilapidé ?

Ben Ali n'a pas remis en cause les avancées sociales de Bourguiba, notamment le développement des droits de la femme. Ceci étant, Bourguiba n'est pas un homme sans faute. Il était le seul à disposer de la légitimité nécessaire, de la profondeur historique, de l'intelligence indispensable, de la culture universelle, pour préparer la Tunisie à vivre une vie réellement démocratique. Il a totalement raté cette mission qui ne l'intéressait pas, par rapport au culte de sa personnalité. Bourguiba, en effet, était dévoré par un instinct narcissique démesuré. Cela a englouti toutes les potentialités de cet homme exceptionnel. Mais il avait au moins une qualité, une vertu. Comme tous les vrais et grands politiques, l'argent ne l'intéressait pas. Cela est revenu aujourd'hui dans la mémoire des Tunisiens.